



Document Stratégique RD Congo

Discuté par le Bureau UOS, le 25 janvier 2013

Table of contents

Préambule	2
Liste d'abréviations	4
1. Introduction	5
1.1. <i>Information générale</i>	5
1.2. <i>Priorités de développement</i>	6
1.3. <i>Reformes dans l'enseignement supérieur</i>	7
2. Politique du VLIR-UOS en RD Congo	9
2.1. <i>Contexte</i>	9
2.2. <i>Politique du VLIR-UOS en RD Congo</i>	9
2.3. <i>Collaboration entre le VLIR-UOS et d'autres donateurs au développement universitaire</i>	11
2.4. <i>Cadre thématique</i>	12
3. Stratégie pays pour la RD Congo	13
3.1. <i>Points de vue et thèmes exprimés</i>	13
3.1.1. Résultats du séminaire Nord	13
3.1.2. Résultats du séminaire Sud	13
3.2. <i>Cadre stratégique et implémentation</i>	17
3.2.1. Institutions partenaires et concentration géographique	17
3.2.2. Objectifs centraux	17
3.2.3. Thèmes principaux	18
3.2.4. Thèmes transversaux	18
3.2.5. Instruments	19
3.2.6. Cadre stratégique	20

Préambule

Le VLIR-UOS gère, pour le compte des institutions d'enseignement supérieur flamandes, un programme financé par le gouvernement belge, orienté vers des partenariats dans le contexte de la coopération universitaire pour le développement. Suite à la signature de l'Accord Politique en 2010, le VLIR-UOS se trouve actuellement dans le processus de formulation de stratégies pour 20 pays partenaires. Une stratégie pays représente un choix politique informé qui offre un cadre pour la programmation. Ce cadre doit être suffisamment large afin d'assurer qu'un nombre suffisant de partenariats et projets de qualité peut être élaboré sur la base des modalités de fonctionnement du VLIR-UOS. Toutefois, les moyens du VLIR-UOS, à la fois en termes de ressources financières et humaines, sont limités. Pour cette raison, une stratégie relativement large peut aboutir à un programme modeste.

Le VLIR-UOS finance des partenariats académiques sur des thèmes ayant une pertinence de développement, résultant d'un intérêt commun. Les interventions se situent au niveau national, institutionnel, départemental et individuel (bourses). Le renforcement des capacités, ayant pour but le développement des compétences des institutions d'enseignement supérieur devant servir comme acteurs de développement, forme le centre du programme VLIR-UOS.

Des stratégies pays sont des documents politiques qui permettent de guider des décisions de financements du VLIR-UOS et d'avoir un impact stratégique basé sur une cohérence de programme et une pertinence contextuelle, alignée sur des priorités locales.

Durée et contenu

Le développement des capacités académiques nécessite un cadre à long terme qui va souvent à l'encontre des dynamiques politiques actuelles, qui se caractérisent par des changements constants au niveau national et international dans le Nord et le Sud.

C'est pourquoi que le VLIR-UOS a opté pour l'élaboration des stratégies à long terme afin d'assurer un développement des capacités et ainsi un renforcement de l'Etat. La stratégie pour la RD Congo servira de référence pour une période de plusieurs années. Toutefois, vu le contexte complexe de la RD Congo, une révision de la stratégie est prévue en 2016 et tiendra compte de l'implication active des partenaires dans la coopération ainsi que de leur degré d'appropriation des activités à mettre en œuvre. D'autres aspects seront également pris en compte comme l'accès (absence de vols fiables, zones de guerre ou d'insécurité etc.), des difficultés politiques, les relations entre les autorités académiques et le VLIR-UOS ainsi que l'avenir futur du financement de la coopération universitaire.

En ce qui concerne le contenu, une stratégie vise à mettre l'accent sur les besoins et défis académiques et sociaux qui chevauchent avec l'intérêt et l'expertise que les établissements d'enseignement supérieur flamands peuvent offrir. Cette mise au point peut être conceptuel et / ou géographique en tenant compte de l'importance des thèmes centraux des projets et programmes en cours. VLIR-UOS favorise des apports multidisciplinaires et des approches holistiques.

Appropriation et légitimité

Une stratégie pays est le résultat de l'analyse des nombreuses données et des consultations avec un large éventail d'acteurs en Flandre et au pays partenaire (partenaires universitaires, ministère de tutelle, agences de coopération). La stratégie se légitime par le long processus de consultation et de formulation. Cependant, il s'agit d'un document politique du VLIR-UOS.

Dans les pays partenaires du VLIR-UOS qui sont aussi les pays partenaires de la Belgique, le VLIR-UOS n'est pas obligé de s'aligner au programme de coopération bilatérale belge, néanmoins la complémentarité et cohérence des actions avec les autres acteurs de la coopération reste bien évidemment importante dans l'analyse de contexte. En termes de son orientation stratégique et les priorités qui en résultent, le VLIR-UOS est donc totalement indépendant.

La stratégie pays comme référence générale

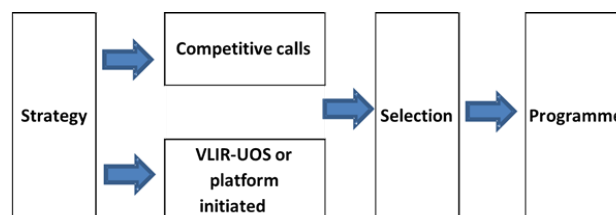
Le VLIR-UOS finance des projets sélectionnés suite aux appels ouverts compétitif. Toutefois, les appels à projets feront référence aux stratégies pays respectives. Si les propositions ont une qualité suffisante, elles seront évaluées et classifiées en fonction de leur contribution potentielle au cadre stratégique. Cela peut inclure des considérations sur les domaines stratégiques qui sont relativement trop ou trop peu servis.

Un programme pays

Le VLIR-UOS définira un budget indicatif qui permettra une traduction des partenariats universitaires et des initiatives d'une stratégie pays à travers des appels à projets compétitifs et des interventions basées sur des nécessités / opportunités.

L'ensemble des projets sélectionnés et financés représente un programme pays pour lequel le VLIR-UOS reçoit un financement du gouvernement belge sur la base de plans d'action successifs, chacun couvrant une période de 3 ans. Le VLIR-UOS fait le suivi de la mise en œuvre des projets par les universitaires concernés, et rapporte au gouvernement belge en termes de résultats obtenus.

En ce qui concerne des initiatives bancables, le VLIR-UOS est dépendant des réponses des partenaires académiques (dans la plupart des cas les professeurs des établissements d'enseignement supérieur flamands), pour répondre aux appels.



Objectifs et résultats au niveau national

Le VLIR-UOS facilite des partenariats académiques et initiatives connexes dans le cadre d'une stratégie pays à long terme et avec un objectif général. Le portefeuille des initiatives financés par le VLIR-UOS en RD Congo contribuera à l'atteinte de l'objectif général et représentera un résultat en soi. Le renforcement des capacités universitaire est au cœur des activités du VLIR-UOS. Cependant, ces capacités devraient générer des connaissances et des idées ainsi que des applications qui (si adoptées) peuvent résulter en un «changement des vies».

Spécificités du processus d'identification de la stratégie en RD Congo

Le processus d'identification de la stratégie pays en RD Congo se distingue des autres pays partenaires par le fait que le VLIR-UOS a déjà un 'programme Congo'. Par conséquent, le travail préalablement effectué à la formulation d'une stratégie 'pays' représentait surtout un exercice de réflexion et une optimisation de la politique existante compte tenu des axes prioritaires et les engagements en cours.

Depuis 2006, le VLIR-UOS mène un programme en RD Congo à travers des projets scientifiques (PRDC: projets de coopération entre professeurs congolais et belges) et le financement des initiatives ad hoc. Ensuite ont suivi l'installation d'une représentation vers mi-2007 et l'initiation du programme UniversiTIC en 2008, qui est un programme de désenclavement par les Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC) des 7 institutions partenaires. Suite à une mission d'identification fin 2009, le programme du VLIR-UOS s'est étendu vers un programme de coopération universitaire institutionnelle (CUI) qui s'est concrétisée en 2010 avec un volet de CUI-centres d'expertises destiné à trois institutions partenaires et un volet de CUI-transversal destiné aux sept partenaires.

Liste d'Abréviations

AQ	Assurance-Qualité
AUF	Agence Universitaire Francophone
CEDESURK	Centre de Documentation de l'Enseignement Supérieur, Universitaire et de Recherche de Kinshasa
CIUF-CUD	Conseil Interuniversitaire Francophone – Commission Universitaire pour le Développement
CTB	Coopération Technique Belge
CRGM	Centre de Recherche Géologique et Minière
CUI	Coopération Universitaire Institutionnelle
DGD	Direction Générale au Développement
(D)SCRIP	(Document) Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
EES	Etablissement de l'Enseignement Supérieur
ESU	Enseignement Supérieur et Universitaire
ESURS	Enseignement Supérieur, Universitaire et de la Recherche (nom utilisé depuis avril 2012)
IMT	Institut de Médecine Tropicale
IRBSN	Institut Royal Belge des Sciences Naturelles
ISP	Institut Supérieur Pédagogique
ISTA	Institut Supérieur des Techniques Appliquées
LMD	Licence Master Doctorat
MESU	Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire
MESURS	Ministère de l'Enseignement Supérieur, Universitaire et de la Recherche (nom utilisé depuis avril 2012)
MRAC	Musée Royale d'Afrique Centrale
MPRDC	Micro-projets RD Congo
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAP-CDMT	Programme d'Actions Prioritaires et Cadre de Dépenses à Moyen Terme
PIC	Programme Indicatif de Coopération – Coopération bilatérale belge
RDC	République Démocratique du Congo
SI	South Initiatives (projets du VLIR-UOS avec une durée maximale de 2 années)
UCB	Université Catholique de Bukavu
UCC	Université Catholique du Congo
UNIKIN	Université de Kinshasa
UNIKIS	Université de Kisangani
UNILU	Université de Lubumbashi
UPN	Université Pédagogique Nationale
VLIR-UOS	Conseil Interuniversitaire flamand - Coopération Universitaire au Développement

1. Introduction

1.1 Information générale



La République Démocratique du Congo, immense pays d'Afrique Centrale, s'étend sur une superficie de 2.345.409 km² et partage ses frontières avec neuf autres pays: l'Angola, le Burundi, la République Centrafricaine, la République du Congo (Brazzaville), le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie. La RDC est un pays semi-enclavé avec moins de 100 km de littoral sur l'Atlantique.

Situé à cheval sur l'équateur, la RDC bénéficie d'un climat équatorial chaud et humide au centre, et tropical au Sud et au Nord. Sa végétation est constituée pour moitié de forêts. L'autre moitié, proche des tropiques, est dominée par la savane. La pluviométrie est abondante avec une alternance entre le Nord et le Sud (800-1.800 mm). La saison des pluies dure en moyenne 8 mois sur l'année contre 4 mois en moyenne de saison sèche. L'hydrographie de la RDC est dominée par le bassin du Congo, ce fleuve long de 4.670 km avec un débit de 30.000 m³ par seconde à l'embouchure (deuxième débit le plus important du monde). Il y a lieu de mentionner l'existence de quinze lacs qui totalisent plus de 180.000 km².

Le relief de la RDC est très diversifié avec une large cuvette au centre et à l'Ouest, bordée à l'Est et au sud par de hauts plateaux. L'Est du pays est dominé par une chaîne volcanique entrecoupée de lacs.

La RDC a connu une période très troublée de 1996 à 2002. La Transition (2003-2006) s'est clôturée par les premières élections présidentielles libres et démocratiques depuis 42 ans. Celles-ci étaient suivies d'élections législatives et provinciales en 2006 et les deuxièmes élections présidentielles en novembre 2011.

La situation des droits de l'homme en RDC demeure préoccupante : atteinte à la liberté de la presse, mesures contre les défenseurs des droits de l'homme, conditions de détention déplorables, présence d'enfants-soldats parmi les groupes armés, violences sexuelles, etc.

La situation politique et sécuritaire de la RDC reste l'un des principaux facteurs qui fragilise la conception et la conduite d'une bonne politique de développement. Le processus de normalisation politique coûte beaucoup au pays et ronge une partie des moyens disponibles pour faire face à la pauvreté. En imposant certaines dépenses, la situation sécuritaire à l'Est du pays affecte le processus de rationalisation des choix budgétaires et nuit aux efforts conjugués pour réduire le déficit public.

Le Gouvernement Matata I, formé en avril 2012, compte 36 membres dont le Premier ministre, deux vice-premiers ministres, 25 ministres et 8 vice-ministres. Ce Gouvernement vise une révolution de la modernité à travers l'émergence de compétences, de technicité, de ponctualité et d'intégrité morale. Les priorités sont focalisées sur la sécurité de l'Est, la réhabilitation des infrastructures, l'accès à l'enseignement et aux soins de santé, l'amélioration des conditions sociales et le contrôle des recettes pour ainsi créer de la croissance et de la richesse.

Pour plus de d'information générale sur la RDC, veuillez-vous référer à la Fiche Pays RD Congo, décembre 2011, affichée sur le site web www.vliruos.be

1.2 Priorités de développement

Pour atteindre les objectifs que la RDC s'est fixé en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, le Gouvernement s'est engagé à mettre en place une Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (SCRCP) qui repose sur cinq grands chantiers comportant chacun des orientations claires et un plan d'action. Ces derniers devant être ajustés en fonction de l'évolution de l'environnement, de la disponibilité des ressources et du progrès dans leur mise en œuvre. Le choix de ces piliers atteste de la détermination du Gouvernement à réduire la pauvreté et à atteindre des objectifs du millénaire. Les piliers sont les suivants :

1. Promouvoir la bonne gouvernance et consolider la paix (par le renforcement des institutions) ;
2. Consolider la stabilité macroéconomique et la croissance ;
3. Améliorer l'accès aux services sociaux et réduire la vulnérabilité (santé – éducation) ;
4. Combattre le VIH/Sida ;
5. Promouvoir la dynamique communautaire.

Ces chantiers se traduisent surtout par la réfection de grands axes routiers et infrastructures, notamment grâce à l'appui de l'état chinois et des donateurs occidentaux. Vu l'absence de l'implication de l'Etat durant de longues années, les défis restent énormes.

Afin de décentraliser la lutte contre la pauvreté, chaque province a élaboré son DSCRCP qui a été remis à chaque gouverneur de province pour sa mise en œuvre. Le gouvernement a procédé au mois de mars 2010 à l'évaluation de sa stratégie de lutte contre la pauvreté. Les enseignements tirés de la mise en œuvre de cette stratégie sont capitalisés dans le DSCRCP de nouvelle génération, publié fin 2011.

1.3 Réformes dans l'Enseignement Supérieur

Le secteur de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU) congolais connaît beaucoup de graves et complexes problèmes qui remontent à plusieurs décennies et qui sont caractérisés essentiellement par une absence de l'Autorité de l'Etat et un faible financement du secteur. Il est caractérisé par un désengagement quasi-total de l'Etat sur le plan budgétaire, et par l'inadéquation entre le financement et les objectifs de l'Enseignement, de la Recherche et des Services de qualité à la communauté.

Depuis le Gouvernement Matata I, la Recherche Scientifique s'est rajouté à l'Enseignement Supérieur ce qui implique que depuis avril 2012, le Ministère compétent en la matière s'appelle le Ministère de l'Enseignement Supérieur, Universitaire et Recherche Scientifique (MESURS).

De ce qui précède, des réformes sont menées, basées sur un Plan stratégique de l'ESU publié début 2012 et un Programme d'Actions Prioritaires et Cadre de Dépenses à Moyen Terme (PAP-CDMT 2012-2016) de l'ESURS, publié en septembre 2012.

1.1.1. Vision stratégique

La vision stratégique du MESURS est de faire jouer à l'Education Supérieure un rôle capital dans le développement économique et social, intégré et durable du pays en prenant soin de former des hommes et des femmes compétents, innovateurs, autonomes et libres exaltant les vertus de l'excellence imprégnés des valeurs humaines, morales, spirituelles, culturelles et civiques pour l'éclosion d'une nouvelle société plus prospère, davantage solidaire et éprise de paix.

1.1.2. Objectifs stratégiques

Les objectifs stratégiques du MESURS sont:

1. Améliorer la Gouvernance
2. Améliorer la Qualité (Efficacité et Adéquation Formation-Emploi)
3. Revitaliser la Recherche et renouveler les Ressources Professorales
4. Favoriser l'Equité (genre, disparités provinciales, population défavorisée, valeurs morales)

1.1.3. Actions prioritaires par objectif stratégique

I. Amélioration de la Gouvernance

Cet axe vise essentiellement à la poursuite des Audits organisationnels et Enquêtes de Viabilité des EES (Etablissements d'Enseignement Supérieur) ; le renforcement du système d'information pour la planification et la gestion axée sur les résultats ; la simplification du cadre juridique et administratif ; la mise en place des instruments de gestion ; la mise en place des mécanismes d'évaluation interne et externe ; la mise en place des contrats de performances avec les EES ; l'utilisation des instruments démocratiques dans le choix des Gestionnaires à tous les échelons de responsabilité.

II. ***Amélioration de la Qualité (Efficacité et Adéquation Formation-Emploi)***

Cet objectif est focalisé sur l'évaluation régulière des EES pour mettre la Qualité en avant ; la mise en place des cellules locales d'Assurance qualité et d'une Agence indépendante externe ; la promotion des enseignements multilingues et particulièrement la systématisation du cours d'Anglais ; le développement des institutions spécifiques pour les filières techniques et professionnelles dans les pôles et secteurs de croissance ; l'arrimage progressif des EES au processus de Bologne (LMD) ; l'engagement prioritaire de réhabilitation et d'équipement des filières à arrimer ; l'implantation des TIC ; le désenclavement numérique des EES par une interconnexion progressive.

III. ***Revitalisation de la Recherche et Renouvellement des Ressources Professorales***

Les concepts clés ici ont trait à l'encouragement au retour des Professeurs congolais se trouvant à l'étranger ; au recours à la diaspora congolaise ; au recrutement d'Enseignants-chercheurs dans les filières prioritaires ; à l'octroi d'une bourse doctorale locale ; à la mise en place d'un fond compétitif de recherche ; à la valorisation des résultats des travaux scientifiques ; au renforcement des presses universitaires du Congo.

IV. ***Promotion de l'Equité (genre, disparités provinciales, population défavorisée, valeurs morales)***

Cet axe met l'accent sur l'introduction d'une discrimination positive par l'octroi d'une bourse d'études aux filles scolarisées dans les filières d'études d'ingénierie ; l'affectation des postes d'Enseignants attirés et des ressources financières sur base des critères définis réduisant toute forme de disparité ; la dotation en besoins réels de formation et d'emploi les populations défavorisées en infrastructure et équipements ; la mise en place des mécanismes adéquats de lutte contre toute forme d'antivaleurs dans les EES.

Pour que le Système de l'ESU de la RDC s'insère dans l'environnement international, le Ministère s'emploie à amener des Institutions d'Enseignement Supérieur et Universitaire à :

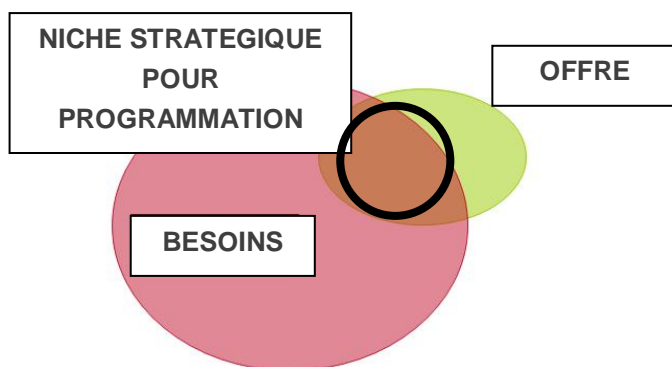
- Devoir s'investir pour faire évoluer les contenus de leurs programmes pour améliorer leur Gouvernance
- Se désenclaver numériquement
- Entrer dans les partenariats stratégiques au plan international
- Promouvoir les Enseignements multilingues
- Participer à des processus d'Assurance Qualité internationaux.

Le Gouvernement vise toutes ces actions à être entreprises entre 2012 et 2016, avec des moyens rendus disponibles par le budget de l'Etat. Notons en 2012 une augmentation du budget de l'Etat destiné à l'Enseignement supérieur et universitaire de 69,5% par rapport à 2011. En ce qui concerne la Recherche scientifique, cette augmentation s'élève à 26,4% par rapport à 2011. Malgré ces augmentations spectaculaires, le budget de l'Etat à l'Enseignement supérieur et universitaire et de la recherche ne comprend que 3,55% du budget national. La tendance est d'augmenter ce budget pour atteindre les normes nationaux en la matière dans les années à venir.

2. Politique du VLIR-UOS en RD Congo

2.1. Contexte

Vu qu'il y a une politique existante en RD Congo, basée sur la conférence académique organisée en 2005 et une mission d'identification et la conférence d'écoute qui ont eu lieu en 2009, le processus d'identification et de formulation de la stratégie pays pour la RD Congo se distinguent des autres pays partenaires. A cet effet, seule une (ré)formulation a eu lieu afin d'optimiser et enrichir la politique existante compte tenu des axes prioritaires et les engagements en cours, basé sur le document politique du VLIR-UOS et un cadre captant des niches où se rencontrent l'offre flamande (expertise et RH) et une demande du Sud (besoins, priorités) de façon réaliste.



2.2. Politique actuelle du VLIR-UOS en RD Congo

La politique existante du VLIR-UOS en RD Congo est basée sur des thèmes centraux (désenclavement et la relève académique), et un choix de 7 institutions partenaires qui sont :

- l'Université de Kinshasa (UNIKIN)
- l'Université de Kisangani (UNIKIS)
- l'Université de Lubumbashi (UNIKIN)
- l'Université Catholique du Congo (UCC)
- l'Université Catholique de Bukavu (UCB)
- l'Université Pédagogique Nationale (UPN)
- l'Institut Supérieur de Techniques Appliquées (ISTA).

En outre, le VLIR-UOS est également partenaire au Centre de Documentation de l'Enseignement Supérieur, Universitaire et de Recherche de Kinshasa (CEDESURK) où il a ses bureaux et qui donne un support transversal dans le programme UniversiTIC.

Toute action menée par le VLIR-UOS dans le cadre du programme Congo doit avoir une pertinence développementale et doit viser un renforcement durable des capacités en lien avec la Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté de la RD Congo. Une approche multidisciplinaire et suffisamment large est une condition pour assurer un nombre suffisant de partenariats de qualité.

Enfin, le VLIR-UOS tend vers un équilibre à travers plusieurs types d'interventions dont le tableau ci-dessous témoigne.

Niveau (de projet)	Proposé par le VLIR-UOS	
	Modalité	Avec:
Niveau national	Programme transversal (UniversiTIC, AQ, Academic English,...)	En coopération avec les 7 universités partenaires
Niveau institutionnel	Coopération Universitaire Institutionnelle (CUI) - Centre d'expertise	Actuellement en cours avec 3 universités partenaires (UCC, UCB, UNIKIS)
Niveau departmental	PRDC	Ouvert pour les 7 universités partenaires

Au niveau départemental, le VLIR-UOS finance des PRDC (Projets RD Congo), ce sont des projets scientifiques couvrant plusieurs domaines : santé, agriculture, pédagogie, droit, etc. La durée des projets dans le cadre du programme Congo varie entre 1 à 5 ans, avec un budget variable selon la durée. Ils s'adressent aux 7 institutions partenaires sur la base d'un appel à projet compétitif.

Au niveau institutionnel, le VLIR-UOS finance des programmes institutionnels (CUI = coopération universitaire institutionnelle) avec 3 universités partenaires. Chaque programme institutionnel est conçu autour d'un thème pertinent pour le développement de la région. Il s'agit du :

- Programme CUI avec l'UCC autour du thème 'Décentralisation et développement local', avec les projets suivants :
 1. Recherche-formation sur le Processus de Décentralisation (PRODEC)
 2. Recherche-formation sur la gouvernance des Services Publics (SERPUB)
 3. Centre d'Etude et de Documentation sur la décentralisation et le Développement Local (CEDEL);
- Programme CUI avec l'UCB autour du thème 'Gestion des ressources au Kivu dans le cadre de la reconstruction post-conflit' avec les projets suivants :
 1. Volet agronomique avec la gestion des problèmes de fertilité du sol et de la sécurité alimentaire
 2. Volet socio-économique à travers le développement d'un centre d'expertise pour une meilleure gestion du secteur minier (CEGEMI)
 3. Volet médical avec une spécialisation en médecine d'un corps médical dans les problèmes de la santé;
- Programme CUI avec l'UNIKIS autour du thème 'Agriculture durable et gestion des ressources naturelles' avec des projets suivants :
 - Contribution de l'agriculture durable à la sécurité alimentaire dans le nord-est du bassin du Congo
 - Biodiversité
 - Renforcement institutionnel.

Au niveau national, il y a 3 programmes transversaux qui s'adressent aux 7 partenaires : Assurance Qualité, Anglais académique et UniversiTIC. Ces programmes ont pris forme sur base d'une priorisation des besoins et défis communs aux 7 partenaires.

Le programme UniversiTIC est un programme de désenclavement numérique qui souligne un des axes prioritaires du VLIR-UOS : le désenclavement (au sens large) des institutions partenaires. Ce programme est mis en œuvre ensemble avec la CUD-CIUF.

2.3. Collaboration entre le VLIR-UOS et d'autres donateurs au développement universitaire

A part le VLIR-UOS et la CIUF-CUD, il y a d'autres institutions belges qui contribuent à des projets scientifiques et de recherche:

- l'Institut de Médecine Tropicale (IMT) à Anvers dans le domaine de la santé;
- le Musée Royale de l'Afrique Centrale (MRAC) à Tervuren pour la coopération avec des musées congolais et des institutions de recherche, comme le Centre de Recherche Géologique et Minière (CRGM) ;
- l'Institut Royal Belge des Sciences Naturelles (IRBSN) dans le domaine de la biodiversité.

L'IMT a des initiatives conjointes avec entre autre la Faculté de Médecine de l'UNIKIN, en lien avec quelques PRDC sous financement VLIR-UOS. Le MRAC et l'IRBSN sont surtout actifs au niveau de l'UNIKIS où il y a des convergences avec le programme CUI en biodiversité/environnement.

La Banque Mondiale (BM) se lance progressivement à l'enseignement supérieur à travers 3 axes principaux : la gouvernance, l'assurance qualité (AQ) et la régularisation des flux. Elle part du principe que i/un ESU de qualité est essentiel pour accroître la productivité et la compétitivité, ii/des centres de recherche et des universités sont des vecteurs importants de soutien aux industries et iii/un ESU de qualité (formation des formateurs) est crucial pour l'atteinte des OMDs. Depuis 2012, la BM finance quelques universités non-partenaires du VLIR-UOS pour leur permettre d'avoir un programme AQ, entièrement basé sur celui du VLIR-UOS, avec les mêmes concepts et modalités. Une première action conjointe a eu lieu en avril 2012 durant laquelle plusieurs universités de l'intérieur du pays ont assisté à la formation en AQ organisée par le VLIR-UOS.

La France a récemment commencé aussi à s'intéresser à l'enseignement supérieur. Pour ce faire, elle a mis l'accent sur l'accompagnement de l'ESU au système LMD et à la relève académique à travers l'appui aux établissements d'écoles doctorales. L'accompagnement au système LMD est focalisé sur trois axes : i/la mise en place de la cellule AA/LMD (autonome mais sous la tutelle du MESU), ii/le développement d'une stratégie d'accompagnement auprès de 3 universités sélectionnées (à déterminer avec le MESU) devant s'engager dans le processus de Bologne, et iii/l'appui à la construction d'un cadre juridique. La France intervient déjà auprès de l'UNIKIS avec une formation à distance et la prise en charge de quelques doctorants dans différents domaines. L'accompagnement du système LMD pourra probablement aussi bénéficier d'un appui de la CUD. Le principe est que ce système sera introduit dans les instituts où l'AQ fonctionne, en d'autres termes il y a une grande probabilité que ce soit introduit dans une des institutions partenaires du VLIR-UOS.

Nos institutions partenaires ont souvent des collaborations avec d'autres partenaires, ne fut ce que de manière ad hoc. Les partenaires les plus cités sont la BM, l'AUF, la France, l'Unesco et l'USAID.

La BM intervient au niveau de la recherche en économie et du renforcement des capacités de gestion de l'administration publique ; l'AUF au niveau de la technologie de l'information ; la France au niveau de la formation des formateurs en didactique du français et de bourses ; l'Unesco au niveau d'enseignement à distance et des échanges de revues et de documentation ; l'USAID au niveau du renforcement des capacités académiques et scientifiques. En plus, certaines institutions partenaires ont encore de la coopération avec d'autres partenaires, p.e. ISTA et la coopération espagnole (projet biogaz), UNIKIN et la coopération coréenne (projet de langue), UNIKIS et l'UE / FAO (projet REAFOR / REFORCO).

2.4. Cadre thématique

Le cadre de stratégie pays donne un aperçu des thèmes et collaborateurs potentiels à envisager dans le programme de coopération avec le VLIR-UOS en RD Congo. Les tableaux en annexe 1 de ce document (Cadre thématique et stratégique) donnent de plus près ce schéma respectivement au niveau international et belge, ce dernier aussi bien dans la coopération bilatérale directe (PIC) qu'indirecte (ONG).

Ces tableaux montrent qu'aucune ONG belge ni la coopération bilatérale directe ne soit active au niveau de l'enseignement supérieur en RD Congo. Par contre, comme indiqué auparavant, la CUD, le MRAC, l'IMT et l'IRBSN sont présents et des collaborations avec le VLIR-UOS existent.

La collaboration la plus concrète en dehors du niveau belge, s'est formée avec la Banque Mondiale qui soutient quelques instituts non-partenaires (Universités de Kindu, Goma et Kikwit ; ISP de Mbuji-Mayi) au VLIR-UOS à participer au programme AQ du VLIR-UOS.

Pour plus de d'information générales, veuillez-vous référer à la Fiche Pays RD Congo, décembre 2011, affichée sur le site web www.vliruos.be

3. Stratégie pays pour la RD Congo

3.1. Points de vue et thèmes exprimés

3.1.1. Résultats du Séminaire Nord

Lors du Séminaire Nord sur l'élaboration de la Stratégie du VLIR-UOS pour la RD Congo, qui a eu lieu le 12 décembre 2011 avec une cinquantaine de participants représentant une variété de différents acteurs, il y avait un accord général sur le fait que le programme Congo existant était à continuer et à consolider. Plus spécifiquement, il s'agit d'un maintien et consolidation de la coopération avec les sept institutions partenaires (UNIKIN, UNILU, UNIKIS, UCC, UCB, UPN, ISTA) autour des thèmes centraux qui sont le désenclavement et la relève académique soutenue par des thèmes transversaux (assurance qualité (AQ), l'anglais académique et les NTIC). Il était jugé intéressant d'étendre les thèmes transversaux vers un soutien à l'internationalisation des universités (désenclavement) et à la relève académique (écoles doctorales) à l'avenir. Les domaines scientifiques qui étaient identifiés afin d'élaborer une concentration thématique était :

- Agriculture et environnement
- Santé ;
- Sciences humaines (sciences sociales et éducation).

En ce qui concerne les instruments, les projets transversaux, les programmes CUI ainsi que les PRDC ont prouvé leur pertinence et devront être maintenus. Néanmoins, le souhait était exprimé de prolonger les projets (PRDC) à 6 ans afin de garantir plus de durabilité et de rendre possible l'incorporation des bourses de doctorants dans les projets. Egalement, un greffage des projets PRDC sur des projets CUI et, si possible sur des projets de la coopération bilatérale directe, était jugé souhaitable. En plus, les programmes CUI devraient davantage s'ouvrir à des partenaires intra- et interuniversitaires.

Quelques recommandations étaient émises dont les plus importantes s'expriment comme suit :

- De façon générale, la pertinence et l'utilité des programmes et des thèmes retenus a été soulignée. Non seulement il a été souhaité de les consolider mais de les projeter sur le long terme, surtout en ce qui concerne les thèmes centraux qui sont le désenclavement et la relève académique.
- Pour la relève académique, il était retenu qu'une relève effective incorpore beaucoup d'aspects sur lesquels le VLIR-UOS n'a pas ou peu d'influence (politique interne des universités, politique d'enseignement supérieur au niveau national, plus spécifiquement la mise à la retraite des professeurs afin de laisser des opportunités aux jeunes professeurs,...). Avec une stratégie de pays, le VLIR-UOS peut contribuer à la 'formation de la relève académique', mais une véritable relève nécessite aussi la contribution des autorités congolaises. C'est pourquoi qu'une approche globale avec les autorités congolaises est souhaitée afin d'améliorer le système de sélection et d'encadrement des candidats ainsi que

leur maintien après diplôme, et de promouvoir l'introduction d'un système de financement de doctorants locaux.

- Quant à la mise en œuvre des thèmes transversaux, un accompagnement en 'change management' devrait être prévu, vu leur caractère innovateur. Ainsi, les structures les plus sensibles à subir des réformes devraient être soutenues, soit au sein des programmes transversaux, soit en tant que programme transversal à part. Ces structures concernent surtout celles qui ont trait à la gestion (les services de comptabilité, finances et administration) et à la planification conceptuelle. En plus, des thèmes de support scientifique pourraient être élaborés dans le programme transversal, comme la méthodologie expérimentale ou la statistique.
- Concernant la recherche de synergies, il y a un besoin de rendre davantage public les informations, d'où la nécessité d'établir un rapport annuel en français, avec une grande diffusion aux partenaires. Il a été également recommandé de se concerter davantage avec d'autres bailleurs, d'écoles d'enseignement supérieur, d'ONG et d'alumni, afin de renforcer des liens et de créer plus de synergies.

3.1.2. Résultats du Séminaire Sud

Avant d'arriver aux résultats du séminaire Sud, il s'avère utile de passer en revue les forces et les faiblesses de l'enseignement supérieur en RD Congo, qui, à leur tour, influent sur le fonctionnement et l'impact du VLIR-UOS dans ce pays.

3.1.2.1. Forces et atouts

Concernant l'avenir de l'exécution de la 'Stratégie pays RD Congo' par le VLIR-UOS et ses partenaires en RD Congo, trois atouts se présentent:

- Parmi les sept partenaires, il y a un mouvement qui se met en place vers une certaine synergie et collaboration, plutôt que de se considérer comme des concurrents.
- Dans la formation de réseau il y a quelques meneurs qui jouent un rôle important; ils semblent en être conscients et se cherchent en marge de ce développement.
- Dans les diverses institutions, il y a un potentiel croissant de professeurs et de collaborateurs qui s'engagent à la réalisation des programmes et projets de coopération. La vision et l'engagement qui semblent se développer au sein des autorités politiques congolaises et de son administration sont des signes encourageants pour qu'un encrage structurel social du réseau sélectif des institutions d'enseignement supérieur soit faisable à terme.

3.1.2.2. Faiblesses et menaces

L'enseignement supérieur en RD Congo reste précaire, ainsi que la viabilité de diverses formes de coopération universitaire au développement. Les aspects suivants en témoignent :

- La vision politique sur l'enseignement supérieur est encore à ses débuts et ne forme pas encore de politique structurelle en RD Congo. Beaucoup dépend de l'importance, de l'expertise et de l'implication réelle des meneurs politiques responsables.
- Le financement étatique nécessaire à élaborer l'enseignement supérieur de manière structurelle et durable est insuffisant et contribue ainsi à la perte de talents (brain loss / drain, aussi bien pour des étudiants, que pour des professeurs et chercheurs).

- Il y a un manque d'agir et de penser 'réseaux' au niveau des institutions. Cela favorise de 'penser pour soi' au détriment de création de synergies et d'expertises locales exclusives.
- Dans les différents secteurs sociaux (industrie, économie, politique, culture, etc.) les universités ne jouent pas de rôle structurel d'importance et leur impact est très réduit. Le développement de différentes formes de 'Research and Development' n'est pas un point d'attention.
- 'Rendre des comptes' est un concept peu évolué au sein des institutions d'enseignement supérieur, ceci aussi bien au niveau interne (vis-à-vis des étudiants, personnel académique et de soutien) qu'au niveau externe (vis-à-vis de la société et de partenaires externes).

3.1.2.3. Conclusions et recommandations

Le séminaire Sud a eu lieu le 5 et 6 mars 2012 à Kinshasa, avec une quarantaine de participants représentant les institutions partenaires ainsi que d'autres partenaires (CUD, CEDESURK,...). Les conclusions et recommandations les plus importantes du Séminaire Sud renforcent en grandes lignes les résultats du Séminaire Nord. Les participants se sont exprimés en faveur d'une consolidation et continuation des programmes et thèmes existants avec les 7 institutions partenaires (UNIKIN, UNILU, UNIKIS, UCC, UCB, UPN et ISTA). Les efforts du VLIR-UOS pour créer un réseau scientifique en RD Congo sont fortement appréciés. C'est ainsi que les partenaires préfèrent continuer avec la liste des partenaires actuels et qu'une extension de la liste n'est pas souhaitable à court et moyen terme. A long terme, une extension de la liste avec d'autres institutions peut être considérée (les noms de l'IFA Yangambi et ISP (Gombe) étaient cités) à condition que les budgets s'augmentent. De l'autre côté, les partenaires sont de l'avis que, dans le cas où un ou plusieurs partenaires freinent l'exécution des programmes, on doit pouvoir prendre des sanctions (jusqu'à la radiation (temporaire ou définitive) de la liste des partenaires en dernier recours).

Les thèmes centraux (désenclavement et (la formation de) la relève académique) restent prioritaires. Quant à la relève, un appui à la formation des doctorants est sollicité. Les bourses dans le cadre des projets sont préférées par rapport aux bourses individuelles. Afin d'arriver à une véritable relève académique, une participation plus explicite du Gouvernement congolais dans un contexte de changement politique et sociétal est nécessaire. En ce qui concerne l'objectif central du désenclavement, il était proposé d'approfondir cet objectif en mettant également l'accent sur la mobilité des professeurs congolais (mobilité nationale et internationale), la création d'un réseau des chercheurs et scientifiques congolais, la création d'un journal scientifique national en ligne et l'amélioration de l'accès des partenaires Congolais aux bibliothèques en ligne.

Les thèmes principaux de la stratégie pays (thèmes d'expertise / thèmes scientifiques), discutés lors du séminaire Nord, étaient adoptés par les participants du séminaire sud, à savoir :

- Ressources naturelles (y inclus les sous-thèmes de l'agriculture durable, la biodiversité, le changement climatique etc.)
- Santé
- Développement social (le thème des 'sciences sociales' était généralisé afin d'y incorporer aussi les aspects culturels, éducation, décentralisation et développement local, droit de l'homme etc.).

Dans tous ces domaines, il est important de développer des pistes de « R&D » afin de renforcer les liens entre les universités et la société congolaise.

En ce qui concerne les thèmes transversaux, quelques propositions étaient lancées afin d'ajouter des thèmes transversaux (p.e. 'renforcement des capacités de gestion', 'gouvernance universitaire', 'améliorer la qualité et pédagogie universitaire', 'soutenir les services de coopération, internationalisation et communication' etc.). Après discussion, on s'était mis d'accord que la plupart de ces thèmes proposés pourraient être incorporés comme sous-thèmes dans les thèmes transversaux déjà en place (p.e. renforcement de la gouvernance universitaire et pédagogie comme sous-thèmes dans le programme NTIC 2.0). C'est ainsi qu'on s'était mis d'accord sur le maintien des trois thèmes centraux principaux : NTIC, AQ et Anglais Académique. Le ministre de l'ESU apporte également beaucoup d'importance à ces 3 thèmes.

Concernant les instruments, le rapporteur du séminaire sud (prof. Vervenne, KU Leuven) a mis en avant les points d'attention suivants:

- a. Ancrage structurel de l'éducation dans l'environnement politique, avec le développement d'un dialogue critique mais constructif avec le Ministre compétent et avec son administration. L'implication dans ce processus du représentant du VLIR-UOS en RD Congo est d'une importance cruciale et doit être consolidée.
- b. Evaluation périodique des résultats substantiels des différents sous-programmes et de leur interférence; audit périodique des différents processus organisationnels des programmes. Ensuite, relayer les résultats des évaluations et audits aux exécutants des programmes et aux directions des institutions concernées.
- c. Projets transversaux interuniversitaires (avec les 7 partenaires), qui renforcent les partenaires au niveau institutionnel, sur les thèmes suivants : 1) l'assurance qualité (AQ) ; 2) l'anglais académique et 3) les NTIC (UniversiTIC).
- d. Connecter à moyen terme les SI, TEAM et IUS (en cours) aux thèmes principaux. A un stade ultérieur, établir des plateformes menées par les partenaires CUI dans le cadre d'un programme CUI afin d'obtenir un renforcement mutuel entre les programmes CUI et les PRDC. Il est important de développer autant de synergie que possible et de travailler, à cet effet, en profondeur.
- e. Les thèmes transversaux passent à travers les projets et les programmes, mais en supplément, des projets transversaux pourraient être élaborés autour des aspects de ces thèmes d'une manière interinstitutionnelle. C'est déjà le cas avec l'AQ, AcEng et les NTIC (dans le cadre de désenclavement). A court terme aussi prévoir l'appui des 'International offices' des universités flamandes (désenclavement) et chercher des liens avec des écoles doctorales des universités flamandes en lien avec la problématique de "relève académique" en RD Congo. Le recrutement et la formation de jeune talent, avec incorporation des institutions congolaises, est une des choses les plus urgentes. Dans ce contexte, le brain mobility est un instrument important pour remédier au brain drain. Il serait aussi intéressant de voir dans quelle mesure le brain gain en RD Congo peut être traité.
- f. Continuation de création de synergie avec le CIUF-CUD et avec d'autres partenaires externes actifs en RD Congo.

3.2. Cadre stratégique et implémentation

3.2.1. Institutions partenaires et concentration géographique

Malgré les actions récentes du ministère de l'ESURS dans le cadre de l'assainissement, qui ont réduit le nombre d'établissements d'enseignement supérieur de 1800 (en 2009) à 901 (en 2011), le nombre d'institutions reste très élevé. En plus, la qualité moyenne de la majorité de ces établissements est douteuse. Voilà pourquoi un choix des institutions partenaires est indispensable dans le cadre d'une stratégie pays en RD Congo.

Sur la base des liens déjà existants entre professeurs et institutions congolais et flamands, ainsi que sur le fait que certaines institutions couvrent des 'niches' uniques, pertinentes pour le développement de la RD Congo (p.e. technologies appliquées à l'ISTA), le VLIR-UOS a choisi 7 institutions partenaires en RD Congo en élaborant le Programme Congo en 2005 :

- UNIKIN
- UNILU
- UNIKIS
- UCB
- UCC
- ISTA
- UPN

Cette liste des partenaires sera maintenue dans le cadre de la stratégie pays en RD Congo. Une extension de la liste des partenaires n'est pas souhaitable à court et moyen terme. De l'autre côté, si un ou plusieurs partenaires freinent l'exécution des projets ou programmes, le VLIR-UOS sera obligé de prendre des sanctions (jusqu'à la radiation (temporaire ou définitive) de la liste des partenaires en dernier recours).

La stratégie pays du VLIR-UOS n'impose pas de limitations géographiques en RD Congo, bien que le choix des institutions partenaires implique une concentration des activités dans les régions autour des villes où les institutions partenaires sont localisées, plus spécifiquement Kinshasa, Kisangani, Lubumbashi et Bukavu.

3.2.2. Objectifs centraux

Le programme Congo précédent du VLIR-UOS était élaboré autour de 2 thèmes centraux :

- Désenclavement
- Relève académique

Ces thèmes restent prioritaires, et ils seront maintenus dans la stratégie sur le long terme.

Le thème central du désenclavement incorpore plusieurs aspects comme le désenclavement numérique (NTIC, bibliothèque, etc.), ainsi que physique (mobilité, etc.) et académique (création des réseaux scientifiques, etc.).

La problématique de la relève académique devient de plus en plus pertinente. Cependant, il faut reconnaître que la relève effective incorpore beaucoup d'aspects sur lesquels le VLIR-UOS a peu d'influence (politique interne des universités, politique d'enseignement supérieur au niveau national, plus spécifiquement la mise à la retraite des professeurs pour laisser des opportunités aux jeunes professeurs,...). Dans ce sens, il vaut mieux parler de 'formation de la relève académique'. En faisant ceci, le VLIR-UOS souligne également les responsabilités des autorités congolaises afin d'atteindre une véritable relève académique. A cet effet, les autorités, en l'occurrence le MESURS, est appelé à renouveler les mandats des personnels académiques et scientifiques pour donner la chance aux jeunes assistants et chefs de travaux de se mettre en avant. De même, le MESURS devrait aussi normaliser les carrières des personnels administratifs qui ne sont non seulement pléthoriques mais souvent vieillissants et pas toujours très compétents. Ces réformes devraient être effectuées dans un cadre d'internationalisation du système universitaire avec des standards internationaux. Ceci demande également une augmentation du budget de l'ESURS pour répondre aux besoins grandissants.

Afin de bien distinguer les thèmes centraux des thèmes principaux (ci-dessous), on a opté de référer à ces thèmes centraux comme 'objectifs centraux' parce qu'ils résument les objectifs de la stratégie pays en RD Congo.

3.2.3. Thèmes principaux

Les défis et besoins en RD Congo sont énormes. Malgré le fait qu'il n'y avait pas de limitations thématiques dans le cadre du programme Congo précédent, un choix thématique s'impose dans la stratégie pays pour concentrer les efforts afin d'amplifier l'impact. Les activités actuelles du VLIR-UOS en RD Congo peuvent être groupées en 3 thèmes. Suite aux discussions lors des séminaires, ces 3 thèmes étaient confirmés comme thèmes principaux à retenir dans la stratégie RD Congo :

- Ressources naturelles (y inclus les sous-thèmes de l'agriculture durable, la biodiversité, le changement climatique, etc.)
- Santé
- Développement social (y inclus les aspects culturels, décentralisation et développement local, éducation, pédagogie, droit de l'homme etc.).

3.2.4. Thèmes transversaux

Il sortait clairement des discussions lors de la conférence d'écoute en novembre 2009 qu'il y avait un grand nombre de défis qui étaient commun pour toutes les institutions partenaires. Après discussions, les thèmes suivants étaient retenus comme thèmes transversaux :

- NTIC
- Assurance Qualité
- Anglais Académique

Lors du séminaire Sud, il était proposé d'ajouter certains thèmes transversaux à la liste. Néanmoins, après concertation on s'était mis d'accord sur le fait que la plupart des thèmes supplémentaires pourraient être incorporés comme sous-thèmes dans les trois thèmes transversaux existants afin de ne pas gonfler le nombre de thèmes transversaux (p.e. gouvernance universitaire et pédagogie comme sous-thèmes dans le programma NTIC. En plus, il y a également des liens forts entre la

'gouvernance universitaire' et le projet transversal sur l'AQ). C'est ainsi qu'il était décidé de retenir les 3 thèmes existants comme thèmes transversaux. Il faut souligner également que le ministère de l'ESU attache beaucoup d'importance à ces 3 thèmes, devenus des points fondamentaux de la politique actuelle du MESURS.

Les thèmes transversaux peuvent être élaborés dans un cadre institutionnel, ainsi que dans un projet transversal avec plusieurs institutions partenaires.

3.2.5. Instruments

La coopération interuniversitaire entre les institutions congolaises et flamandes offre des multiples défis et une gamme de possibilités de coopération vaste et diverse dans le cadre des domaines prioritaires. En plus, il existe un grand intérêt pour la coopération interuniversitaire entre la Flandre et la RD Congo, tant du côté flamand que du côté congolais, au niveau académique ainsi qu'au niveau politique. C'est pourquoi que la coopération interuniversitaire entre les institutions congolaises et flamandes a le potentiel de bénéficier de la gamme complète des modalités de partenariat et de coopération.

Niveau	Observations
National	<ul style="list-style-type: none"> - Structure de support / cadre facilitateur : la représentation du VLIR-UOS en RD Congo était ouverte en 2007 et est chargée du support et suivi du programme Congo, ainsi que de l'entretien des contacts politiques. En principe, la représentation du VLIR-UOS en RDC sera maintenue, au moins jusqu'au début 2015. - La mise en réseaux des institutions partenaires à travers l'organisation des séminaires etc. - Projets Transversaux : pour chaque thème transversal, un projet transversal est en exécution (UniversiTIC, AQ, Anglais Académique). Ces projets seront continués, consolidés, approfondis, en coopération avec les 7 institutions partenaires. Néanmoins, certains aspects des thèmes transversaux peuvent être élaborés dans un cadre institutionnel (et même départemental).
Institutionnel	Les programmes de coopération universitaire institutionnel autour d'un thème central en cours avec UNIKIS, UCC et UCB seront continués sous réserve d'une évaluation positive de la première phase. Afin de renforcer des liens entre les programmes CUI et les projets départementaux (TEAM, SI), des plateformes peuvent être établis (autour des thèmes principaux), préférablement au sein des programmes CUI.
Sub-institutionnel (départemental)	Les 7 institutions partenaires sont éligibles pour des projets TEAM et SI autour des thèmes principaux et en valorisant les objectifs centraux. Les SI donnent l'occasion 'd'expérimenter' (projets semis / récolte) tandis que les TEAM (avec une durée de 5 ans) donnent l'occasion d'aller plus en profondeur et de prévoir aussi de bourses doctorales, ce qui contribuera à l'objectif central de la relève académique.
Individuel	Les programmes ICP et ICP PhD resteront ouverts pour des candidats congolais. Ceci contribuera également à l'objectif central de la relève académique.

3.2.6. Cadre stratégique

Le cadre stratégique pays (voir tableaux) résume les domaines potentiels dans lesquels les thèmes et sous-thèmes peuvent être traduits en un programme de coopération soutenu par le VLIR-UOS. Ce cadre tient compte des opinions et idées comme discutées lors des séminaires Nord et Sud.

Tableau : Cadre stratégique pays – niche stratégique de coopération en tenant compte de la demande congolaise et l'intérêt/expertise flamande :

THEMES	sous-thèmes	PARTENAIRES	INSTRUMENTS	OUTPUT				EFFET
				EDUCATION	RECHERCHE	EXTENSION	GESTION	
THEMES PRINCIPAUX								
Ressources naturelles	Agriculture durable, biodiversité, environnement, biosciences appliquées,...	UNIKIN, UNILU, UNIKIS, UCC, UCB, UPN, ISTA	CUI, TEAM, Initiatives Sud	X	X	X	X	Capacité thématique des institutions partenaires peut répondre aux défis nationaux en RDC
Santé	Plusieurs disciplines	UNIKIN, UNILU, UNIKIS, UCC, UCB, UPN, ISTA	CUI, TEAM, Initiatives Sud	X	X	X	X	Capacité thématique des institutions partenaires peut répondre aux défis nationaux en RDC
Développement social et éducation	Décentralisation, développement local, pédagogie, droit de l'homme,...	UNIKIN, UNILU, UNIKIS, UCC, UCB, UPN, ISTA	CUI, TEAM, Initiatives Sud	X	X	X	X	Capacité thématique des institutions partenaires peut répondre aux défis nationaux en RDC
AXES / THEMES TRANSVERSAUX								
NTIC	techniques et informatique de base ainsi que des applications (gestion universitaire, pédagogie académique, visibilité des institutions)	UNIKIN, UNILU, UNIKIS, UCC, UCB, UPN, ISTA	Programme transversal UniversITIC	X			X	Amélioration du cadre facilitateur
Assurance Qualité	Amélioration de la qualité de l'éducation, la recherche et la gestion académique	UNIKIN, UNILU, UNIKIS, UCC, UCB, UPN, ISTA	Projet transversal	X			X	Amélioration du cadre facilitateur
Anglais Académique	Méthodologies, pédagogies, blended learning	UNIKIN, UNILU, UNIKIS, UCC, UCB, UPN, ISTA	Projet transversal	X		X	X	Amélioration du cadre facilitateur
EFFET				Amélioration de la qualité d'enseignement, amélioration en assurance qualité	Renforcement de la capacité et amélioration de la qualité de recherche,	Impact sur la société	Organisation, gestion et procédures professionnalisées	

L'objectif global du VLIR-UOS en RD Congo est d'œuvrer pour un développement pacifique et durable de l'Etat. Plus spécifiquement, le VLIR-UOS veut contribuer au renforcement d'un nombre sélectif des universités congolaises à travers le développement de la coopération interuniversitaire entre les institutions congolaises et flamandes dans les domaines de ressources naturelles, santé et développement social qui vise le désenclavement des partenaires et contribue à la relève académique, afin que les partenaires congolais puissent mieux assumer leur rôle de moteurs du développement en RD Congo.